

Évaluation externe de l'approche de caisses d'épargne et de solidarité en République Démocratique du Congo

Depuis 2010, le programme pays d'Action de Carême en République démocratique du Congo¹ encourage ses bénéficiaires à développer une épargne solidaire afin qu'ils se protègent contre les coups durs. Au fil des années, une approche de caisse d'épargne et de solidarité a été établie, d'une part, pour faciliter l'épargne individuelle des hommes et des femmes prenant part au programme et, d'autre part, pour les encourager à disposer d'un mécanisme collectif et solidaire.

Approvisionnées par les épargnes individuelles mais aussi la vente de production agricole et piscicole commune, les caisses de solidarité doivent permettre aux femmes et aux hommes de vivre dignement et de couvrir leurs besoins de base, en particulier les frais de santé, d'éducation et d'alimentation. Il est également possible d'emprunter de l'argent pour d'autres types d'achats, proportionnellement à ce qui a été investi dans la caisse. Dans des régions où les systèmes bancaires sont quasi inexistantes et où les individus à revenus très modestes sont exclus de possibilités d'emprunts, ce dispositif vise à combler une lacune importante. De plus, en agissant de manière préventive et en faisant primer la dimension collective, l'outil permet d'améliorer le vivre ensemble en créant un filet social crucial au sein de la communauté.

En 2021, le programme en RDC a accompagné 16'600 personnes vivant dans 507 villages de la République démocratique du Congo. Parmi elles, 3'360 hommes et 3'870 femmes avaient rejoint l'une des 575 caisses d'épargne et de solidarité. Cette approche est désormais appliquée dans quatre provinces congolaises par 11 organisations partenaires d'Action de Carême.



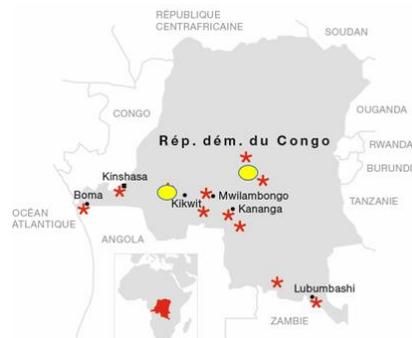
¹ Le programme en RDC est financé principalement par la Direction du développement et de la coopération (DDC) suisse, de même que par la Campagne œcuménique et des dons privés. Le rapport et son résumé n'engagent toutefois aucun de ces bailleurs.

Résumé de l'évaluation

Rencontre des membres d'une caisse d'épargne et de solidarité dans un village proche de Masi Manimba, au Kwilu, en novembre 2019. Photo: Diane Crittin.

Contexte et activités du programme pays en RDC

La République démocratique du Congo (RDC) est un pays immense, doté d'une diversité culturelle et écologique énorme et de ressources naturelles exceptionnelles. Mais cette richesse ne se reflète pas dans le bien-être de sa population. Souffrant des conséquences de la colonisation, de conflits persistants, de la corruption et d'une mauvaise gouvernance, ce pays se retrouve parmi les plus pauvres du monde. Le manque de développement d'infrastructures handicape fortement le commerce interne. La présence de l'État reste faible en dehors de quelques grandes villes. Malgré le fait que la RDC dispose d'un fort potentiel agricole et que ce secteur emploie autour de 80 % de la population, plus d'un tiers de ses 92 millions d'habitants sont en insécurité alimentaire, dont env. 5 millions en insécurité alimentaire aiguë.



Les étoiles indiquent les partenaires d'Action de Carême en RDC en 2020 ; les points jaunes indiquent très approximativement les zones des projets sélectionnés pour l'évaluation.

Dans ce contexte et depuis 2010, le programme d'Action de Carême (AdC) en RDC met en place différentes stratégies pour l'amélioration durable de la situation alimentaire et économique. Après une première phase de 2011 à 2016, la deuxième phase est en cours depuis 2017 (jusqu'à 2024) et soutient une douzaine d'organisations partenaires dans les provinces du Sankuru, du Kasaï central et du Kwilu.

L'approche proposée se caractérise par l'encouragement à la formation de groupements de 10 à 30 personnes, au sein desquels les membres apprennent de nouvelles techniques agricoles et bénéficient de l'accompagnement d'animatrices et animateurs ; des champs et des étangs collectifs permettent de tester les nouvelles méthodes, de multiplier les semences et de produire davantage de nourriture. Les groupes bénéficient parfois de semences de meilleure qualité ou d'alevins. Cette approche communautaire encourage le partage et la solidarité, et représente une porte d'entrée pour les discussions sur le genre et l'analyse des conflits. Par ailleurs, des caisses d'épargne et de solidarité (CES) doivent faciliter l'épargne collective. L'objectif est qu'une épargne progressive et mise en commun au sein d'un groupement permette à chacune et chacun des membres de répondre à ses besoins essentiels, y compris imprévus, en particulier l'éducation, la santé, et dans une moindre mesure l'alimentation.

Afin de vérifier si cette approche mène aux résultats attendus et pour identifier des pistes d'amélioration, une évaluation externe a été commanditée en 2021. Celle-ci s'inscrit dans une série d'évaluations précédentes sur les approches de groupes de solidarité à Madagascar, au Sénégal et en Inde. L'évaluation visait à identifier le bien-fondé des CES et les effets induits dans la vie de leurs membres. Il s'agissait également de s'assurer que les personnes les plus vulnérables soient intégrées et puissent prendre part aux CES.



Méthodologie de l'évaluation

L'évaluation a été réalisée entre juillet et septembre 2021 par M. Pierre Assenmaker, socio-anthropologue, chercheur et consultant. Elle a été réalisée dans les projets de deux organisations partenaires d'AdC. La première, le Centre pour la promotion agricole de la Lukula (CEPAL), travaille dans un contexte rural et périurbain au Kwilu (ouest du pays) qui fait souvent office de grenier de la capitale Kinshasa. La deuxième, la Paroisse St Désiré de Lodja, œuvre dans une zone plus isolée, essentiellement rurale, située dans la région du Sankuru (centre du pays). Une sélection aléatoire des groupements a été opérée de façon à assurer la représentativité de l'échantillon ; 70 femmes et 30 hommes ont été interrogés dans le cadre de 17 groupes de discussion et sur base de grilles d'entretien, en plus d'une dizaine d'entretiens individuels conduits avec les informatrices et informateurs clés, des visites de terrain et autres examens de documents.

Amélioration de la résilience socio-économique

Dans la mesure où ils relèvent d'organisations créées par les gens pour répondre à leurs besoins, les groupements sont des outils pertinents pour renforcer la résilience des populations face aux aléas de l'existence, pour améliorer la nutrition et soutenir leurs membres en situation de vulnérabilité. Des groupements sont d'ailleurs aussi mis en place indépendamment des projets et de l'intervention des organisations partenaires.

Les appuis en intrants agricoles et en alevins au travers des projets améliorent la marge bénéficiaire des activités productives. Les services d'assistance inconditionnelle aident les membres dans de multiples domaines, notamment en cas de décès ou de mariage. On constate aussi que l'entraide entre les paysannes et paysans existe indépendamment des projets d'AdC et est une valeur forte. C'est notamment le cas lorsqu'une femme vient d'accoucher et ne peut pas aller au champ, ou lorsqu'il s'agit de réaliser des travaux conséquents comme creuser un étang.

Des membres aux situations socio-économiques très diverses

Les groupements ne sont pas forcément homogènes et constitués uniquement d'hommes et de femmes particulièrement vulnérables. La diversité des membres des groupements est vue comme un atout qui favorise les échanges et les opportunités. Les groupements plus homogènes constitués d'individus en situation de vulnérabilité particulièrement élevée, comme par exemple les femmes veuves, existent cependant et profitent également de ces appuis.

Approvisionnement des caisses et encouragement au travail collectif

Pour augmenter les possibilités de créer de l'épargne, les membres des groupements sont encouragé-e-s à travailler collectivement sur des parcelles agricoles ou des étangs. Le bénéfice de la vente des produits est partiellement reversé dans la caisse du groupement ou réparti entre celles et ceux ayant pris part au travail. D'autres activités économiques, collectives ou individuelles, contribuent à renflouer ces caisses.

Résumé de l'évaluation

Complémentarité de différentes méthodes

Les CES ne sont pas les seuls mécanismes d'entraide financière mis en place dans les régions du programme en RDC. Bien que l'existence de différents types d'épargne puisse créer une certaine confusion, la spécificité de chaque méthode semble permettre aux membres d'atteindre des objectifs différents, ce qui constitue un avantage certain. Il est notamment possible de compléter le financement de dépenses sociales dépassant les montants de l'entraide non remboursable, ou d'obtenir le financement pour un investissement économique.

Des approches trop flexibles ?

L'organisation décentralisée du programme en RDC et de ses projets favorise la responsabilisation et l'apprentissage auprès des organisations partenaires. En même temps, ces dernières semblent parfois fonctionner avec des approches stratégiques assez différentes. Peu d'outils de gestion, de suivi et d'évaluation sont utilisés, notamment concernant le travail des animatrices et animateurs. La remontée d'information reste donc faible, empêchant le pilotage des différents projets voire du programme pays. En outre, cela ne facilite pas toujours l'appropriation de nouvelles techniques proposées.

no	DATE	LIBELLE (opération effectuée)	ENTREE	SORTIE	SOLDE
01	16/01/2019	Régularisation des comptes	539.500FC		539.500FC
02	16/01/2019	Partage des fonds pour le matériel agricole des groupes		569.500FC	20.000FC
03	16/01/2019	vente Piment (12Koms)	40.000FC		60.000FC
04	16/01/2019	vente Piment (12Koms)	8.000FC		68.000FC
05	16/01/2019	Maintien d'actifs (sans frais)		2.000FC	66.000FC
06	16/01/2019	vente Piment (2 Koms)	10.000FC		76.000FC
07	16/01/2019	vente Piment (1 Koms)	5.000FC		81.000FC
08	16/01/2019	Des frais, matériel et L'achat		4.000FC	77.000FC
09	16/01/2019	vente Piment (1 Koms)	5.000FC		82.000FC
10	16/01/2019	vente Piment (1 Koms)	20.000FC		102.000FC
11	16/01/2019	vente Piment (3 Koms)	15.000FC		117.000FC
12	16/01/2019	vente Piment (2 Koms)	10.000FC		127.000FC
13	16/01/2019	vente Piment (4 Koms)	5.000FC		132.000FC
14	16/01/2019	Matériel agricole (matériel agricole)		5.000FC	127.000FC
15	16/01/2019	vente Piment (3 Koms)	15.000FC		142.000FC
Fin de Ce 13/06/2019					
Somme					
Association MAF 1025					
Association MAF 1025					
16	16/01/2019	Appoint Social de L.A.F.M.		2500FC	139.500FC
L'achat de L'ATELIER de FERRONNERIE de GENRES RUDIMENTS par l'ONG CEPAL					
17	16/01/2019	vente Ndienda-Arabe	9.000FC		148.500FC
18	16/01/2019	vente Piment (2 Koms)	10.000FC		158.500FC
19	16/01/2019	vente Piment (4 Koms)	24.000FC		182.500FC
20	16/01/2019	vente Piment (2 Koms)	10.000FC		192.500FC
21	16/01/2019	vente Piment (3 Koms)	15.000FC		207.500FC
22	16/01/2019	vente Piment (3 Koms)	15.000FC		222.500FC
23	16/01/2019	vente Piment (3 Koms)	15.000FC		237.500FC
24	16/01/2019	vente Piment (3 Koms)	15.000FC		252.500FC
Solde à Reporter					
			2.141.200FC	1.633.000FC	508.200FC

Carnet retraçant les ventes des productions communes d'un groupement. Photo : Pierre Assenmaker.

Recommandations

Le rapport d'évaluation est riche en recommandations basées sur des faits et observations documentés. Tout d'abord, il recommande d'organiser un diagnostic participatif incluant une analyse des besoins des membres des groupements pour faciliter le ciblage des formations et des appuis à réaliser. En plus, il est suggéré de cibler davantage les groupements composés de membres particulièrement vulnérables, comme les femmes veuves ou certains jeunes non mariés pour assurer leur rôle intégrateur, sans toutefois négliger les autres types de groupements. L'évaluateur souligne également l'importance d'aider les groupements à renforcer leurs capacités d'organisation dans un mouvement *bottom-up*. Le programme en RDC devrait davantage valoriser les formes d'entraide existantes et mieux valoriser et renforcer la capacité d'autorégulation des groupements y compris à travers des échanges entre eux. Pendant que les animateurs et animatrices jouent un rôle décisif dans l'accompagnement des groupements, leurs rôles et tâches ainsi que leurs outils de gestion restent assez vagues et mériteraient d'être clarifiés, et des formes d'échanges et apprentissages établies.

L'évaluation contient aussi des recommandations qui concernent le suivi, tout d'abord des formations, dont les objectifs et les résultats attendus devraient notamment être mieux formulés, suivis et mesurés. Au niveau des groupements, le système de suivi devrait également être amélioré au travers d'un nombre limité d'indicateurs simples et analytiques, dont la collecte d'information peut se faire avec l'implication des groupements. Pour renforcer l'égalité des genres, l'évaluation recommande d'identifier des « conseillères / conseillers en genre » au sein des groupements, d'organiser des formations spécifiques aux intérêts des membres féminins, et d'encourager des mécanismes d'entraide orientés vers les femmes enceintes, veuves ou abandonnées. L'encouragement et le soutien de la convivialité au sein des groupements offre de grands mérites concernant la dimension psychosociale et doivent être poursuivis.

Conclusion et prochaines étapes

L'évaluation a confirmé la pertinence et, dans une certaine mesure, l'efficacité des CES. Les nombreuses recommandations semblent appropriées dans le contexte du programme en RDC et concernent principalement les domaines de l'accompagnement et le suivi. Le rapport et ses conclusions ont été discutés dans le cadre d'un atelier de partenaires en RDC en février 2022 et l'occasion a été saisie d'élaborer des plans d'action pour la mise en œuvre des recommandations prioritaires.



Rencontre des membres d'une caisse d'épargne et de solidarité dans un village proche de Masi Manimba, au Kwilu, en novembre 2019. Photo : Diane Crittin.